

« SOUS NOS YEUX »

Vers un retrait occidental de Syrie

par Thierry Meyssan

La guerre de Syrie s'éternise. Sa poursuite est devenue trop coûteuse et trop dangereuse pour ses voisins. La Russie, qui ambitionne de se réinstaller au Proche-Orient, tente de démontrer aux Etats-Unis que leur intérêt bien compris est de la laisser résoudre le conflit.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 8 OCTOBRE 2012

DEUTSCH ESPAÑOL PORTUGUÊS ITALIANO عربي ENGLISH



Là où l'OTAN a échoué à faire la guerre, l'OTSC prépare la paix. Le secrétaire général de l'Organisation, Nikolay Borдюzha, met sur place une force de maintien de la paix de 50 000 hommes, capable de se déployer en Syrie.

La situation militaire en Syrie s'est retournée au détriment de ceux qui espéraient à Washington et à Bruxelles parvenir à changer le régime par la force. Les deux tentatives successives de prise de Damas ont échoué et il est désormais clair que cet objectif ne pourra pas être atteint.

Le 18 juillet, une explosion décapitait le Conseil de sécurité nationale et donnait le signal d'une vaste offensive de dizaines de milliers de mercenaires convergeant de Jordanie, du Liban, de

Turquie et d'Irak sur la capitale. Après quelques jours de bataille acharnée, Damas était sauvée, la fraction de la population hostile au gouvernement choisissant par patriotisme d'aider l'Armée nationale plutôt que d'accueillir l'ASL.

Le 26 septembre, des jihadistes d'Al-Qaida pénétraient dans l'enceinte du ministère de la Défense, déguisés en soldats syriens et munis de faux papiers. Ils voulaient faire sauter leurs ceintures d'explosifs dans le bureau de l'état-major, mais ne parvinrent pas à proximité suffisante de leur cible et furent abattus. Une seconde équipe devait s'emparer de la télévision nationale et lancer un ultimatum au président, mais elle ne put s'approcher du bâtiment car son accès avait été bloqué dans les minutes suivant la première attaque. Une troisième équipe s'est dirigée vers le siège du gouvernement et une quatrième devait attaquer l'aéroport.

Dans les deux cas, l'OTAN, qui coordonnait les opérations depuis sa base turque d'Incirlik, espérait provoquer une fracture au sein de l'Armée arabe syrienne et s'appuyer sur certains généraux pour renverser le régime. Mais les généraux en question avaient été identifiés comme traîtres depuis longtemps et privés de tout commandement effectif. Il ne s'est donc rien passé de significatif et le pouvoir syrien est sorti renforcé de ces deux coups ratés. Il a trouvé la légitimité intérieure nécessaire pour se permettre de passer à l'offensive et d'écraser rapidement l'ASL.

Ces échecs ont fait perdre leur superbe à ceux qui caracolent par avance en affirmant que les jours de Bachar el-Assad étaient comptés. Par conséquent, à Washington, les partisans du retrait sont en train de l'emporter. La question n'est plus de savoir combien de temps le « régime de Bachar » tiendra encore, mais s'il est plus coûteux pour les États-Unis de continuer cette guerre ou de l'arrêter. La continuer, c'est provoquer l'effondrement économique de la Jordanie, c'est sacrifier ses alliés au Liban, c'est risquer la guerre civile en Turquie, et c'est devoir protéger Israël de ce chaos. L'arrêter, c'est laisser les Russes se réinstaller au Proche-Orient et c'est renforcer l'Axe de la Résistance au détriment des rêves expansionnistes du Likoud.

Or si la réponse de Washington tient compte du paramètre

israélien, elle ne prend plus en considération l'avis du gouvernement Netanyahu. Celui-ci a fini par indisposer à la fois en raison de ses manipulations derrière l'assassinat de l'ambassadeur Chris Stevens et à cause de son ahurissante ingérence dans la campagne électorale US. En définitive, si l'on envisage la protection à long terme d'Israël et non pas les exigences extravagantes de Benjamin Netanyahu, la présence russe est la meilleure solution. Avec 1 million d'Israéliens russophones, jamais Moscou ne laissera mettre en péril la survie de cette colonie.

Un retour en arrière est ici nécessaire. La guerre contre la Syrie a été décidée par l'administration Bush, le 15 septembre 2001 lors d'une réunion à Camp David, comme l'a notamment attesté le général Wesley Clark. Après avoir été repoussée plusieurs fois, l'action de l'OTAN a dû être annulée en raison des vétos russe et chinois. Un « *plan B* » a alors été mis sur pied : recourir à des mercenaires et à l'action secrète puisque le déploiement de soldats en uniforme était devenu impossible. Cependant, l'ASL n'ayant pas marqué une seule victoire contre l'Armée arabe syrienne, beaucoup ont pronostiqué que le conflit serait interminable et minerait progressivement les États de la région, y compris Israël. Dans ce contexte, Washington a conclu le 30 juin un accord avec la Russie à Genève, sous la houlette de Kofi Annan.

Toutefois, le camp de la guerre a fait capoter cet accord en organisant des fuites dans la presse sur l'engagement occidental secret dans le conflit ; fuites qui ont contraint Kofi Annan à la démission immédiate. Le camp de la guerre a joué ses deux cartes maîtresses les 18 juillet et 26 septembre et a perdu. Dès lors, Lakhdar Brahimi, le successeur d'Annan, a été prié de ressusciter et de mettre en œuvre l'Accord de Genève.

Pendant ce temps, la Russie n'a pas chômé. Elle a obtenu la création d'un ministère syrien de la Réconciliation nationale, elle a supervisé et protégé la réunion à Damas des partis d'opposition nationale, elle a organisé des contacts entre les états-majors US et syrien, et elle a préparé le déploiement d'une force de paix. Les deux premières mesures ont été prises à la légère par la presse occidentale et les deux dernières ont été carrément ignorées.

Pourtant, comme l'a révélé le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, la Russie a répondu aux craintes de l'état-major US relatives aux armes chimiques syriennes. Elle a pu vérifier que celles-ci étaient stockées dans des lieux suffisamment sécurisés pour ne pas tomber dans les mains de l'ASL, être détournées par des jihadistes et utilisées par eux aveuglément, sauf changement de régime. Elle a pu donner ainsi des garanties crédibles au Pentagone que le maintien au pouvoir d'un leader qui a prouvé son sang-froid comme Bachar el-Assad est une situation plus gérable, y compris pour Israël, que l'extension du chaos à la Syrie.

Surtout, Vladimir Poutine a accéléré les projets de l'Organisation du Traité de sécurité Collective (OTSC), l'Alliance défensive anti-OTAN réunissant l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et bien sûr la Russie. Les ministres des Affaires étrangères de l'OTSC ont adopté une position commune sur la Syrie [1]. La logistique a été installée pour un éventuel déploiement de 50 000 hommes [2]. Un accord a été signé entre l'OTSC et le département onusien de maintien de la paix pour que des « chapkas bleues » puissent être déployées dans les zones de conflit sous mandat du Conseil de sécurité [3]. Et des manœuvres communes ONU/OTSC auront lieu du 8 au 17 octobre au Kazakhstan sous le titre « *Fraternité inviolable* » pour finaliser la coordination entre les deux organisations intergouvernementales. La Croix-Rouge et l'OMI y participeront [4].

Aucune décision ne saurait être officialisée par les États-Unis durant leur campagne électorale présidentielle. Dès que celle-ci sera terminée, la paix sera envisageable.

Thierry Meyssan

Source
Tichreen (Syrie)

[1] « **Министры иностранных дел государств-членов ОДКБ одобрили заявления по Сирии и ситуации вокруг Ирана** », Communiqué de l'OTSC, 28 septembre 2012.

[2] « **Путину предлагают ввести войска в Сирию** », *Izvestia*, 1er juin 2012.

[3] « **ОДКБ и ООН подписали Меморандум по миротворческой деятельности** », Communiqué de l'OTSC, 28 septembre 2012. « **Conflits armés : l'ONU et l'OTSC signent un mémorandum** », RIA Novosti, 29 septembre 2012.

[4] « **Первое миротворческое учение государств-членов ОДКБ "НЕРУШИМОЕ**

БРАТСТВО-2012" пройдет с 8 по 17 октября в Республике Казахстан на трех полигонах под Алматы », Communiqué de l'OTSC. 3 octobre 2012

Source : « Vers un retrait occidental de Syrie », par Thierry Meyssan, Tichreen (Syrie), *Réseau Voltaire*, 8 octobre 2012, www.voltairenet.org/article176139.html